

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 AVRIL 1913.

Proposition de loi instituant une consultation des électeurs au sujet de l'opportunité de la revision de la Constitution.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Notre proposition peut presque se passer de développement, tant il semble qu'elle résulte des circonstances difficiles et graves dans lesquelles le pays se trouve placé en ce moment. Nous n'entendons nullement vous demander en Belgique d'introduire le referendum suisse ou américain, ni d'entrer dans la voie qui conduit quelques-unes des communautés les plus avancées d'Europe et d'outremer du régime représentatif à une législation plus ou moins directe par le peuple. Cela ne serait possible en Belgique que par une revision de la Constitution, et si les progressistes belges, partisans du referendum, se réservent naturellement de soulever cette question devant les Chambres le jour où elles auront à décider quels articles de la Constitution il y a lieu de soumettre à revision, ils n'entendent nullement user de subterfuge pour établir en fait ce qu'ils n'attendent que d'une décision régulière de la souveraineté nationale.

Mais il y a en ce moment une situation de fait, que, chose bizarre, tout le monde déplore et qui s'est produite contre la volonté de tous ceux qui ont une responsabilité dans la direction des affaires publiques, mais à laquelle, par suite peut-être d'une série de malentendus et de heurts d'amour-propre, on n'aperçoit plus aucune issue pacifique et régulière. La classe ouvrière organisée fait une grève, formidable et pacifique, pour affirmer sa volonté de conquérir l'égalité du droit de suffrage.

Le Gouvernement qui ne se déclare pas systématiquement hostile à la revision de la Constitution, déclare cependant, d'une part, qu'il ne peut céder à la menace, ni à la contrainte morale de la grève, et, d'autre part, qu'il est sans mandat du corps électoral pour faire la revision, qu'il a reçu le mandat de ne pas la faire. Ce dernier point est formellement contesté par l'opposition qui soutient que les dernières élections n'ont nullement porté, en ordre principal, sur la revision constitutionnelle, mais sur d'autres questions qui avaient un intérêt plus immédiat, la revision impliquant en tout cas la dissolution des Chambres et assurant par conséquent le dernier mot au pays

légal, quelqu'aient pu être les désirs ou les combinaisons des majorités parlementaires.

La menace de la grève a été retirée sans condition ni réserve le 6 mars dernier et nous sommes convaincus que la grève elle-même cesserait immédiatement si les Chambres décidaient de recourir à la consultation du corps électoral que nous avons l'honneur de vous proposer.

Ceux qui ont recouru, pour affirmer leur revendication, au moyen désespéré de la cessation du travail, malgré les souffrances que ce recours implique pour eux-mêmes, ne l'ont évidemment fait que parce qu'ils croyaient que c'était le seul moyen qui leur restait de faire connaître le sentiment réel du pays sur la question de l'égalité politique. S'ils avaient un moyen direct de faire connaître ce sentiment d'une façon indiscutable, personne évidemment ne pourrait songer à s'insurger contre le sentiment du pays ainsi exprimé et tous les partis s'empresseraient d'y conformer leur politique.

Le seul moyen de connaître le sentiment du pays sur une question comme celle de l'opportunité de la revision, c'est de le lui demander directement. Quand il s'agit d'une question simple, capitale, sur laquelle chacun a son opinion, comme c'est ici le cas, on peut espérer une réponse nette et indiscutable d'une consultation formulée sur une question simple et précise, beaucoup mieux que d'une dissolution des Chambres, qui d'abord n'est pas au pouvoir de celles-ci et a de multiples inconvénients, notamment celui de remettre avant tout en question le point de savoir quel sera le parti détenteur du pouvoir, et ensuite de risquer de noyer la question à résoudre dans la complexité des autres questions qui se posent dans une élection générale.

La consultation proposée nous apparaît donc comme un moyen simple, pratique, certain de connaître le sentiment du corps électoral sur la question qui fait l'objet des discussions passionnées des partis. Si la réponse est affirmative, le Gouvernement ne sera plus sans mandat; si elle est négative, il sera fondé à repousser la revision tant que la majorité légale ne se sera pas prononcée en sa faveur.

Si la réponse est affirmative, la souveraineté des Chambres et du pays légal restera entière. Ce sont les Chambres qui auront à décider quels articles de la Constitution il y a lieu de reviser et à rechercher les formules qui permettraient d'espérer l'accord des partis dans les Chambres nouvelles, où ces formules doivent réunir la majorité des deux tiers. Avec la représentation proportionnelle, cela implique l'indispensable nécessité d'un accord des partis. Personne n'est donc exposé à courir une aventure. Et si aucune formule n'a été trouvée, si le corps électoral n'est pas satisfait de l'œuvre de ses mandataires, la nécessité de la dissolution qui résulte de plein droit de la déclaration qu'il y a lieu à revision réservera en tout cas au pays légal le dernier mot. On ne peut donc dire que la consultation proposée empiète sur les pouvoirs des Chambres ni sur la souveraineté nationale.

On a contesté la constitutionnalité d'une telle consultation. Or, la Constitution ne la défend pas et elle ne limite que les droits du pouvoir royal, non ceux des Chambres. Le principe fondamental de la Constitution belge, c'est la souveraineté de la nation, de qui émanent ici tous les pouvoirs; c'est la sou-

veraineté de l'opinion publique. Si l'on avait pu concevoir, en 1830, la possibilité pratique de consulter la nation elle-même sur ses affaires, comme on le peut aujourd'hui seulement, grâce aux progrès matériels et intellectuels de toutes sortes qui ont été réalisés, il ne paraît pas douteux que les constituants, qui voulaient avant tout assurer à la nation le droit de se gouverner elle-même par la libre discussion des idées, se seraient bien gardés de mettre un obstacle à une telle consultation populaire. D'ailleurs, ils ont donné aux Chambres le droit d'enquête et aux citoyens le droit de pétition. Ce que nous proposons peut être considéré comme une enquête sur l'opinion des électeurs sur un point déterminé, d'importance capitale, sur lequel il n'est pas douteux qu'ils ont tous une opinion, mais à propos duquel il y a doute sur le point de savoir quelle est leur opinion. Et, d'autre part, c'est une organisation nouvelle, dont on ne pouvait certes concevoir la possibilité en 1830, avant le développement prodigieux des moyens de communication de toutes sortes dont nous disposons aujourd'hui, du droit de pétition, entouré de garanties de secret qui permettent à tous les électeurs d'émettre librement leur opinion; aussi avons-nous inscrit dans notre proposition que cette consultation n'aurait d'autre valeur que celle d'une pétition adressée au pouvoir législatif.

L'obligation du vote a été établie pour assurer la liberté de l'électeur. Nous croyons qu'il y a lieu, pour cette raison, de l'appliquer à cette consultation comme toutes les autres dispositions si minutieuses de notre code électoral. Ceux qui ne voudraient pas répondre à la question posée sont libres de déposer un bulletin blanc et ces bulletins blancs seront recencés et, s'ils étaient nombreux, ils auraient naturellement leur portée.

On objectera peut-être à notre proposition que d'autres propositions analogues n'ont pas été prises en considération; il y en a eu, en effet, deux de M. Janson, l'une au Sénat sur la réforme militaire et l'autre à la Chambre, en 1901, sur les diverses questions relatives à la réforme électorale; puis, en 1908, une de M. Hanrez au Sénat et de M. Hubin à la Chambre, demandant une consultation sur l'annexion du Congo. La prise en considération en a été rejetée pour de multiples raisons, dont il semble que la principale ait été que la majorité se croyait fondée à prendre sans consultation d'aucune sorte une décision qui serait ratifiée par le corps électoral. Dans la discussion de la proposition de M. Janson, en juin 1901, qui a pris cinq séances et a été très approfondie, on a discuté la constitutionnalité du referendum (et ce que nous proposons n'est pas un referendum), mais surtout on a dit qu'on ne voulait pas ouvrir une période d'agitation révisionniste. Et c'est une objection qu'on ne nous fera certainement pas aujourd'hui.

En outre, on reprochait aux questions libellées leur complexité et on objectait surtout à l'éminent auteur de la proposition le fait que, consultant le corps électoral sur l'abolition du vote plural, il résolvait la question d'avance en ne donnant qu'un bulletin à chaque électeur. Certes, c'était plus logique et plus démocratique. Nous ne le proposons pas néanmoins, cette fois, parce que la principale objection faite à dix reprises par le Gouvernement au fond de la demande actuelle de revision, c'est qu'il est sans mandat du corps élec-

toral, et c'est ce mandat que nous voulons lui permettre de demander sans devoir recourir à la dissolution des Chambres.

Notre proposition est naturellement susceptible de tous amendements. Nous la faisons avec une entière bonne foi, dans le but d'aboutir à résoudre la crise et à donner à l'opinion du pays le moyen de s'exprimer pacifiquement et loyalement et nous serons heureux de la voir améliorée par la discussion à laquelle nous vous demandons de la soumettre.

La meilleure preuve que la proposition n'est pas inconstitutionnelle et peut être prise en considération, c'est que, le 4 juillet 1899, la Chambre, à l'unanimité et à la suite d'un accord formel entre l'opposition et le Gouvernement, a pris en considération et renvoyé à une commission spéciale, dont faisaient partie ses membres les plus éminents, une proposition encore plus étendue de consultation nationale sur toutes les questions relatives au suffrage universel et à la Représentation Proportionnelle, proposition dont j'étais l'auteur. Et si cette proposition n'est pas revenue devant la Chambre, c'est parce que le nouveau gouvernement s'est décidé alors, sans songer à invoquer le prétexte de l'impossibilité de délibérer en présence de l'émotion populaire, à réaliser lui-même la R. P. Nous espérons donc que la Chambre voudra bien faire par la proposition actuelle, ce qu'elle a fait en 1899. Son but est le même : ramener la paix dans le pays et lui éviter les désastres d'une agitation prolongée, en fournissant à l'opinion publique le moyen régulier de s'affirmer nettement et de permettre ainsi aux bonnes volontés qui, nous n'en doutons pas, existent dans tous les partis, d'aboutir à une conciliation patriotique pour la solution d'un problème qui passionne légitimement tous les esprits et qui doit être résolu de commun accord, dans le sens de la justice et dans l'intérêt de la patrie.

GEORGES LORAND.



PROPOSITION DE LOI

instituant une consultation des électeurs au sujet de l'opportunité de la revision de la Constitution.

ARTICLE PREMIER.

Les citoyens inscrits sur les listes électorales pour l'élection des membres de la Chambre des Représentants seront appelés à émettre leur avis sur la question suivante :

« Etes-vous d'avis qu'il y a lieu de reviser la Constitution pour établir l'égalité du droit de suffrage ? »

ART. 2.

Les électeurs répondront par « oui » ou « non » en noircissant le point blanc de la case noire qui sera réservée sur chaque bulletin au vote affirmatif ou au vote négatif et surmontera le mot « oui » et le mot « non ».

ART. 3.

Les électeurs seront convoqués par arrêté royal. Les votes seront émis, recueillis et recensés conformément aux dispositions du Code électoral.

ART. 4.

Dans chaque arrondissement, le droit de désigner des témoins pourra

WETSVOORSTEL

tot invoering van een referendum waarbij de kiezers worden geraadpleegd over de gepastheid van de herziening der Grondwet.

EERSTE ARTIKEL.

De burgers, ingeschreven op de kiezerslijsten voor de verkiezing van de leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers, worden opgeroepen om hunne zienswijze te doen kennen over de volgende vraag :

« Zijt gij van meening, dat er reden toe is de Grondwet te herzien om gelijkheid van stemrecht in te voeren ? »

ART. 2.

De kiezers antwoorden « ja » of « neen » door zwartmaking van het wit punt van het zwart vakje, op elk stembriefje voorbehouden aan het stemmen voor of tegen en geplaatst boven het woord : « ja » en het woord : « neen ».

ART. 3.

De kiezers worden bij koninklijk besluit bijeengeroepen en de stemmen uitgebracht, ingezameld en opgenomen overeenkomstig de bepalingen van het Kieswetboek.

ART. 4

In elk arrondissement kan het recht, getuigen aan te wijzen, wor-

être exercé par 100 ou 50 électeurs, suivant la distinction établie par l'article 164 du Code électoral et sauf à réduire le nombre des témoins désignés par application du troisième alinéa de l'article 163.

ART. 5.

Le Gouvernement pourraprendre, par arrêté royal, toutes autres dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Les frais de la consultation seront supportés par l'Etat.

ART. 6.

Le Gouvernement transmettra au Roi, à la Chambre des Représentants et au Sénat, le résultat de la consultation qui n'aura d'autre valeur que celle d'une pétition adressée au pouvoir législatif.

den uitgeoefend door 100 of 50 kiezers, volgens het onderscheid gemaakt in artikel 164 van het Kieswetboek en mits het getal der aangewezen getuigen worde verminderd met toepassing van het 3^{de} lid van artikel 163.

ART. 5.

De Regeering kan bij koninklijk besluit alle andere maatregelen nemen tot uitvoering van deze wet.

De kosten, door het referendum veroorzaakt, komen ten laste van den Staat.

ART. 6.

De Regeering doet den uitslag van het referendum kennen aan den Koning, aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan den Senaat; deze volksstemming heeft enkel de waarde van een verzoekschrift, gericht tot de wetgevende macht.

Georges LORAND,
Ferd. FLÉCHET,
Fernand COCO,
Emile BUISSET,
E. BRAUN,
Fréd. DELVAUX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 APRIL 1915.

Wetsvoorstel tot invoering van een referendum waarbij de kiezers worden geraadpleegd over de gepastheid van de herziening der Grondwet.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ons voorstel behoort haast niet te worden toegelicht, zoodanig schijnt het voort te vloeien uit de moeilijke en gewichtige omstandigheden waarin het land thans verkeert. Het is er bij ons niet om te doen, u te vragen, in België het Zwitsersch of het Amerikaansch referendum in te voeren, noch den weg op te gaan, die eenige der meest vooruitstrevende Europeesche en overzeesche gemeenebesten er toe brengen af te zien van het vertegenwoordigend stelsel om dit te vervangen door eene min of meer rechtstreeksche wetgeving uitgaande van het volk. In België zou dit enkel mogelijk zijn door eene Grondwettelijke herziening, en, zoo de Belgische progressisten, die voorstanders van het referendum zijn, zich het recht voorbehouden dit punt aan de Kamers te onderwerpen, wanneer deze zullen moeten beslissen welke artikelen der Grondwet dienen te worden herzien, ligt het geenszins in hunne bedoeling een uitvlucht te zoeken om feitelijk in te voeren wat zij slechts verwachten van eene regelmatige beslissing der volkssouvereiniteit.

Doch op dit oogenblik bevinden wij ons tegenover een feitelijken toestand welke, zonderling iets, door iedereen wordt betreurd en is ontstaan tegen den wil in van al degenen die eene verantwoordelijkheid hebben te dragen in het bestuur van 's lands zaken, doch waarvoor men, wellicht ten gevolge van meer dan een misverstand en van krenkingen van eigenliefde, geene vreedzame en regelmatige uitkomsten meer bemerkt. De ingerichte arbeidersklasse gaat thans over tot eene geduchte, doch vreedzame werkstaking, ten einde te doen blijken dat zij gelijkheid van kiesrecht wil veroveren.

De Regeering, welke zich niet stelselmatig tegen de Grondwetsherziening kant, verklaart evenwel, cenerzijds, dat zij niet vermog toe te geven aan de bedreiging noch aan de moreele drukking van de werkstaking, en, anderzijds, dat zij geen mandaat ontving vanwege het kiezerskorps om tot de herziening over te gaan, doch wel om daartoe niet te besluiten. Dit laattes

punt wordt uitdrukkelijk betwist door de oppositie, die beweert dat, in hoofdzaak, de jongste verkiezingen geenszins liepen over de herziening der Grondwet, doch over andere vraagpunten van meer dadelijk belang, de herziening in elk geval de ontbinding van de Kamers medebrengende en bijgevolg het laatste woord latende aan het wettelijk land, welke ook de wenschen of de berekeningen waren van de parlementaire meerderheid.

Op 6 Maart l.l. werd de stakingsbedreiging onvoorwaardelijk en zonder voorbehoud ingetrokken, en wij hebben de overtuiging, dat de werkstaking zelve dadelijk zou ophouden, moesten de Kamers beslissen dat het kiezerskorps zal worden geraadpleegd zooals wij de eer hebben het te vragen.

Zij die, om hunnen eisch kracht bij te zetten, hun toevlucht namen tot het wanhopig middel het werk te staken, — en wel ondanks het lijden dat daaruit voor hen zelf moet voortspruiten, — deden zulks klaarblijkelijk omdat ze dachten dat alleen dit middel hun overbleef om de ware zienswijze van het land betreffende de politieke gelijkheid te doen kennen. Hadden zij een rechtstreeksch middel bij de hand om deze zienswijze op eene onweersprekelijke wijze te doen kennen, dan zou niemand, voorzeker, er kunnen aan denken zich te verzetten tegen het aldus uitgedrukte verlangen van het land en al de partijen zouden zich haasten er hare politiek naar te schikken.

Het eenige middel om 's lands gevoelen te kennen over eene kwestie als die betreffende de gepastheid van de Grondwetsherziening, 't is dat men het rechtstreeks aan het land vrage. Wanneer het betreft eene eenvoudige zaak, eene hoofdzaak waarover iedereen zijne zienswijze heeft, dan mag men een duidelijk en niet te betwisten antwoord verwachten van eene volksstemming over eene eenvoudige en nauwkeurig aangegeven vraag, veel meer dan van eene Kamerontbinding welke niet van de Kamers afhangt en talrijke bezwaren oplevert : zóó zou in de eerste plaats opnieuw te berde komen de vraag, welke partij aan het bewind zal zijn, en daarenboven zou het op te lossen vraagstuk onopgemerkt blijven onder de talrijke overige vraagstukken welke zich bij eene algemeene verkiezing voordoen.

De voorgestelde volksstemming komt ons dus voor als een eenvoudig, praktisch middel, waardoor men met zekerheid weten zal welke de zienswijze is van het kiezerskorps over het vraagstuk, waarover de partijen zoo driftig twisten. Is het antwoord bevestigend, dan zal de Regeering niet meer zonder opdracht zijn; is het ontkennend, dan zal zij gerechtigd zijn om de herziening te weigeren, zoolang de wettelijke meerderheid zich niet daarvoor zal hebben verklaard.

Is het antwoord bevestigend, dan zal de souvereiniteit van de Kamers en van het land ongeschonden blijven. Aan de Kamers behoort het, daarna te beslissen welke artikelen van de Grondwet moeten worden herzien, en na te gaan door welke formule men de verstandhouding onder de partijen zou kunnen in 't leven roepen in de nieuwe Kamers, waar deze formules de meerderheid van de twee derden moeten vereenigen. Met de evenredige vertegenwoordiging is soortgelijke verstandhouding een onontbeerlijk vereischte. Niemand is dus blootgesteld, een onzeker avontuur te wagen.

En zoo geene formule wordt gevonden, zoo het kiezerskorps niet voldaan is over het werk van zijne gelastigden, dan zal de noodzakelijkheid der ontbinding, welke van rechtswege het gevolg is van de verklaring dat er reden tot herziening bestaat, in elk geval het laatste woord laten aan de kiezers. Men kan dus niet zeggen dat de voorgestelde volksstemming inbreuk maakt op de bevoegdheid der Kamers noch op s' lands souvereiniteit.

Men betwistte de grondwettelijkheid van soortgelijke volksstemming. Welnu, de Grondwet verbiedt ze niet; zij beperkt enkel de rechten van de koninklijke macht, niet die van de Kamers. Het hoofdbeginsel van de Belgische Grondwet berust op 's lands souvereiniteit, waaruit al de machten voortspruiten; 't is de souvereiniteit van de openbare denkwijze.

Had men in 1830 kunnen voorzien dat het practisch mogelijk zou geweest zijn, de natie zelve te raadplegen over hare zaken, zooals het slechts thans mogelijk is, dank zij den materieelen en verstandelijken vooruitgang op elk gebied, dan schijnt het niet te betwijfelen dat de Grondwetgevers, die vooral aan de natie het recht wilden verzekeren om zich zelf te besturen door de vrije bespreking van de gedachten, wel zouden nagelaten hebben, soortgelijke volksstemming te bemocilijken. Overigens, zij kenden aan de Kamers het recht van onderzoek en aan de ingezetenen het recht van petitie toe. Wat wij voorstellen, kan worden beschouwd als een onderzoek naar de zienswijze van de kiezers omtrent eene bepaalde zaak, van hoofzakelijk belang; allen hebben ongetwijfeld eene zienswijze hieromtrent, doch men weet niet met zekerheid welke die zienswijze is. Anderzijds geldt het een nieuwe inrichting, waarvan men voorwaar de mogelijkheid niet kon voorzien in 1830, wanneer de huidige verkeersmiddelen van allen aard zich nog niet hadden uitgebreid zooals thans, wanneer het recht van petitie zich nog niet had ontwikkeld met al de waarborgen van geheimhouding, waardoor al de kiezers hunne meening vrijelijk kunnen uitbrengen; daarom bepaalden wij in ons voorstel dat die volksstemming enkel de waarde hebben zou van een verzoekschrift, gericht tot de wetgevende macht.

De verplichte stemming werd ingevoerd om de vrijheid van den kiezer te verzekeren. Naar onze meening, moet daarom de verplichte stemming ook voor die volksstemming opgelegd worden, evenals al de overige zoo stipte bepalingen van ons kieswetboek. Wie niet wil antwoorden op de gestelde vraag, kan een wit briefje in de stembus neerleggen en deze witte briefjes zullen opgenomen worden; het spreekt vanzelf dat, moesten zij talrijk zijn, zij hunne beteekenis zouden hebben.

Wellicht voert men tegen ons voorstel aan, dat andere soortgelijke voorstellen niet in aanmerking genomen worden. Twee voorstellen van dien aard werden inderdaad ingediend door den heer Janson, het eerste in den Senaat betreffende de legerhervorming, het tweede ter Kamer, in 1901, over de verscheidene vraagstukken rakende de kieshervorming; later, in 1908, dienden de heer Hanrez in den Senaat en de heer Hubin in de Kamer een voorstel in, waarbij zij eene volksstemming over de overneming van Congo-land vroegen.

Die voorstellen werden niet in overweging genomen om ettelijke redenen, waarvan, naar het schijnt, de voornaamste was, dat de meerderheid zich ge-

rechtigd achtte om, zonder om 't even welke volkstemming, eene beslissing te nemen, die door het kiezerskorps zou bekrachtigd worden. Bij de beraadslaging over het voorstel Jauson, in Juni 1901, waaraan vijf vergaderingen werden gewijd en die zeer grondig was, werd de grondwettelijkheid van het referendum behandeld (wat wij voorstellen is niet een referendum), doch er werd vooral gezegd dat men niet wilde aanleiding geven tot een tijd van woeling tot herziening der Grondwet. Voorwaar zal men dit bezwaar thans niet tegen ons aanvoeren.

Men beweerde daarenboven dat de gestelde vragen te ingewikkeld waren ; men zegde vooral dat de uitstekende onderteekenaar van het voorstel, wanneer hij het kiezerskorps raadpleegde over de afschaffing van het meervoudig stemrecht, het vraagstuk bij voorbaat oploste, doordien hij slechts één briefje gaf aan elken kiezer. Dat was ongetwijfeld logischer en democratischer. Ditmaal stellen wij het nochtans niet voor, omdat de voornaamste opwerping, welke door de Regeering tienmaal in 't midden werd gebracht tegen den grond van de huidige vraag tot herziening, hierin bestaat, dat zij geen opdracht van het kiezerskorps heeft ontvangen; nu, wij willen haar de gelegenheid geven, zoodanige opdracht te vragen zonder de Kamers te moeten onthinden.

Het spreekt vanzelf dat ons voorstel vatbaar is voor allerlei amendementen. Wij dienen het in met een volstrekt goede trouw, ten einde de crisis te doen ophouden en aan het land toe te laten zijne meening op vredelievende en openhartige wijze uit te drukken; met genoegen zullen wij zien dat het wordt verbeterd door de bespreking waarvan wij u verzoeken het te willen onderwerpen.

Het beste bewijs dat het voorstel niet ongrondwettelijk is en in overweging kan worden genomen, is het feit, dat, op 4 Juli 1899, de Kamer een nog verder strekkende voorstel tot volksstemming over al de vraagstukken betreffende het algemeen stemrecht en de evenredige vertegenwoordiging — voorstel dat door mij werd ingediend — eenparig en ten gevolge van eene uitdrukkelijke overeenkomst tusschen de oppositie en de Regeering, in overweging nam en verwees naar eene bijzondere commissie, waarvan de meest uitstekende Kamerleden deel uitmaakten.

Werd dit voorstel door de Kamer niet behandeld, dan is het omdat de nieuwe Regeering er toe overging, zelf de E. V. in te voeren, zonder zich te beroepen op de beweerde onmogelijkheid, te beraadslagen terwijl de natie in gisting was. Wij hopen dus dat de Kamer door middel van het huidige voorstel zal willen doen wat ze deed in 1899. Het heeft hetzelfde doel : den vrede opnieuw te doen heerschen in het land en het te bevrijden van de rampen eener voortgezette woeling, door het volk in staat te stellen zijne meening op geregelde wijze uit te brengen; zóó zullen de mannen van goeden wil, die, wij zijn ervan overtuigd, in al de partijen voorkomen, kunnen komen tot eene vaderlandsche verstandhouding om een vraagstuk op te lossen, waarmee allen terecht zijn bekommerd en dat in gemeen overleg moet opgelost worden, in rechtvaardigen zin en in het belang van het vaderland.

GEORGES BORAND.

PROPOSITION DE LOI

instituant une consultation des électeurs au sujet de l'opportunité de la revision de la Constitution.

ARTICLE PREMIER.

Les citoyens inscrits sur les listes électorales pour l'élection des membres de la Chambre des Représentants seront appelés à émettre leur avis sur la question suivante :

« Etes-vous d'avis qu'il y a lieu de reviser la Constitution pour établir l'égalité du droit de suffrage ? »

ART. 2.

Les électeurs répondront par « oui » ou « non » en noircissant le point blanc de la case noire qui sera réservée sur chaque bulletin au vote affirmatif ou au vote négatif et surmontera le mot « oui » et le mot « non ».

ART. 3.

Les électeurs seront convoqués par arrêté royal. Les votes seront émis, recueillis et recensés conformément aux dispositions du Code électoral.

ART. 4.

Dans chaque arrondissement, le droit de désigner des témoins pourra

WETSVOORSTEL

tot invoering van een referendum waarbij de kiezers worden geraadpleegd over de gepastheid van de herziening der Grondwet.

EERSTE ARTIKEL.

De burgers, ingeschreven op de kiezerslijsten voor de verkiezing van de leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers, worden opgeroepen om hunne zienswijze te doen kennen over de volgende vraag :

« Zijt gij van meening, dat er reden toe is de Grondwet te herzien om gelijkheid van stemrecht in te voeren ? »

ART. 2.

De kiezers antwoorden « ja » of « neen » door zwartmaking van het wit punt van het zwart vakje, op elk stembriefje voorbehouden aan het stemmen voor of tegen en geplaatst boven het woord : « ja » en het woord : « neen ».

ART. 3.

De kiezers worden bij koninklijk besluit bijeengeroepen en de stemmen uitgebracht, ingezameld en opgenomen overeenkomstig de bepalingen van het Kieswetboek.

ART. 4

In elk arrondissement kan het recht, getuigen aan te wijzen, wor

être exercé par 100 ou 50 électeurs, suivant la distinction établie par l'article 164 du Code électoral et sauf à réduire le nombre des témoins désignés par application du troisième alinéa de l'article 163.

ART. 5.

Le Gouvernement pourra prendre, par arrêté royal, toutes autres dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Les frais de la consultation seront supportés par l'Etat.

ART. 6.

Le Gouvernement transmettra au Roi, à la Chambre des Représentants et au Sénat, le résultat de la consultation qui n'aura d'autre valeur que celle d'une pétition adressée au pouvoir législatif.

den uitgeoefend door 100 of 50 kiezers, volgens het onderscheid gemaakt in artikel 164 van het Kieswetboek en mits het getal der aangewezen getuigen worde verminderd met toepassing van het 3^{de} lid van artikel 163.

ART. 5.

De Regeering kan bij koninklijk besluit alle andere maatregelen nemen tot uitvoering van deze wet.

De kosten, door het referendum veroorzaakt, komen ten laste van den Staat.

ART. 6.

De Regeering doet den uitslag van het referendum kennen aan den Koning, aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan den Senaat; deze volksstemming heeft enkel de waarde van een verzoekschrift gericht tot de wetgevende macht.

Georges LORAND,
Ferd. FLÉCHET,
Fernand COCQ,
Emile BUISSET,
E. BRAUN,
Fréd. DELVAUX.